



Plan d'action Lutte contre les discriminations à l'emploi Paris 19e

Lettre d'information n° 30/ juillet 2015

➤ **Nos actions en cours** 

Réunion de préparation de la semaine contre les discriminations

Jeudi 3 septembre à 9h30 - Mairie du 19e

Le 19^{ème} se prépare à la semaine contre les discriminations qui se déroulera en décembre. Tous les acteurs associatifs et institutionnels sont conviés à se réunir afin de réfléchir à des actions de prévention et de lutte contre les discriminations à mettre en place ou à valoriser lors de cette semaine.

Merci de confirmer votre présence à cdupin@apsv.fr

Prochaine journée de sensibilisation à la lutte contre les discriminations

Vendredi 25 septembre de 9h30 à 17h à l'APSV

Pour voir la discrimination, encore faut-il la connaître et l'appréhender dans ses contours juridiques. Afin que les salarié-e-s de l'arrondissement ne soient pas coproducteurs de discrimination et puissent accompagner leur public victime de discrimination, le plan de lutte organise des sessions de sensibilisation d'une journée à destination des nouveaux-elles salarié-e-s et bénévoles du 19^{ème} œuvrant dans le champ social, de l'éducation et de l'emploi. Cette journée est gratuite et sur inscription.

Inscription auprès de cdupin@apsv.fr

➤ **En Bref - Veille sur la discrimination** 

Rapport Sciberras

Fin du CV anonyme obligatoire et prémisses de l'action de groupe en justice

Suite à la parution du rapport Sciberras, le ministre du travail a annoncé la fin du caractère obligatoire du CV anonyme. Celui-ci, promulgué par la loi de 2006, n'a jamais été mis en œuvre faute de décret d'application. Le comité d'évaluation du dispositif a conclu à une inefficacité de cette mesure et à un coût trop élevé. Pourtant, des études allemandes, suédoises et hollandaises démontrent le contraire. D'autres mesures sont proposées dans ce rapport, comme l'action collective en justice qui fait partie du projet de loi sur la « justice du 21^{ème} siècle » porté par la garde des sceaux. La « class action à la française » permet aux syndicats d'ester en justice pour un groupe de personnes victimes d'une discrimination similaire par la même personne physique ou morale.

Pour télécharger le rapport : http://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/Rapport_Sciberras.pdf

Règlement à l'amiable sur le lieu de résidence

Mention discriminatoire de Pôle emploi

Un agent de Pôle emploi en charge d'une femme domiciliée par le CCAS aurait notifié dans son dossier de candidature à une formation, "sans domicile fixe". La réclamante estime que cela lui aurait porté préjudice pour la suite de son parcours de formation. L'intervention du Défenseur des droits révèle que le conseiller a noté cette mention afin d'indiquer une difficulté dans la réception de ses courriers. Pôle emploi précise que ces informations ne sont pas transmises à l'externe, mais cette information n'étant pas conforme à la réglementation, retire cet élément à caractère discriminatoire.

<http://www.defenseurdesdroits.fr/fr/actions/protection-des-droits-libertes/reglement-amiable/reglement-amiable-14-005390-du-14-avril>

Condamnation sur l'identité sexuelle

Une candidate transgenre obtient la première condamnation sur le critère de l'identité sexuelle

L'association des Compagnons du devoir a été condamnée pour discrimination suite à l'annulation de l'embauche d'une formatrice. C'est la première fois qu'un juge statue sur ce critère, protégé par la loi depuis 2012.

La candidate passe deux entretiens supposés déboucher sur son embauche. Peu de temps après que l'organisme ait reçu ses documents administratifs sur lesquels est mentionné le sexe masculin, il annule l'embauche.

Plus d'infos : http://www.lexpress.fr/emploi/gestion-carriere/une-candidate-transgenre-reconnue-victime-de-discrimination-a-l-embauche_1691135.html

